

## **La non sco : D'un extrême à un puissant courant**

### **2e édition**

*par Patrick Basham, John Merrifield et Claudia R. Hepburn*

Edition originale : Home Schooling: From the Extreme to the Mainstream

Copyright : The Fraser Institute, Canada

<http://www.fraserinstitute.org/research-news/display.aspx?id=13089>

Traduction française : Bernadette Nozarian, avril 2012, avec l'aimable autorisation de The Fraser Institute

### **Sommaire**

<i>Résumé.....</i>	<i>2</i>
<i>Introduction.....</i>	<i>4</i>
<i>La réglementation et l'histoire de la non sco.....</i>	<i>5</i>
<i>La croissance de la non sco.....</i>	<i>7</i>
<i>Les caractéristiques socio-démographiques des familles non sco.....</i>	<i>11.</i>
<i>Comment les enfants non sco réussissent-ils aux tests académiques ?.....</i>	<i>11.</i>
<i>La socialisation des enfants non sco.....</i>	<i>14</i>
<i>Conclusion.....</i>	<i>16.</i>
<i>Bibliographie.....</i>	<i>17</i>
<i>Présentation des auteurs.....</i>	<i>24.</i>

**Les Etudes en politique de l'éducation** sont publiées périodiquement, tout au long de l'année, par The Fraser Institute, Vancouver, BC, Canada.

Notre vision est un monde libre et prospère, qui apporte des avantages à chacun, fondé sur un large choix, des marchés compétitifs et la responsabilité individuelle.

Notre mission est de mesurer, d'étudier et de communiquer sur l'impact des marchés compétitifs et des interventions gouvernementales sur le bien-être des individus.

Nous sommes une organisation de recherche et d'éducation indépendante fondée en 1974. Nous avons des bureaux à Vancouver, Calgary, Toronto et des partenaires internationaux dans plus de 70 pays. Notre travail est financé par les dons, déductibles des impôts, de milliers de personnes, d'organisations et de fondations. Dans le but de protéger son indépendance, l'Institut n'accepte aucune subvention du gouvernement ni de contrat de recherche.

**Adresse postale** : The Fraser Institute, 4<sup>th</sup> Floor, 1770 Burrard St, Vancouver, BC, Canada V6J 3G7

**Media** : Pour de la publicité dans les médias, merci de contacter notre service Communication par téléphone au 604 714 4582 ou par mail à [communications@fraserinstitute.ca](mailto:communications@fraserinstitute.ca)

**Commande de publications** : Pour des informations sur la commande des publications de The Fraser Institute, merci de contacter le coordinateur des ventes des livres, par mail, à [sales@fraserinstitute.ca](mailto:sales@fraserinstitute.ca) ou par téléphone au 604 688 0221 poste 580 ou d'appeler gratuitement au 1 800 665 3558 poste 580 ou par fax au 604 688 8539.

Copyright 2007 The Fraser Institute. Tous droits réservés. Aucune partie de cette monographie ne peut être reproduite, d'aucune manière que ce soit, sans permission écrite, sauf sous la forme de brèves citations dans des articles critiques et des revues.

Les auteurs de cette étude ont travaillé de façon indépendante, par conséquent, les opinions qu'ils expriment sont les leurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions des membres ou des employés d The Fraser Institute.

Edition, design & composition : Kristin Mc Cahon et Lindsey Thomas Martin

Imprimé et relié au Canada  
ISSN 1492-1863 pour la version papier  
ISSN 1707-2395 pour la version en ligne.

Date de parution : Octobre 2007

---

**The Fraéser Institute, 4<sup>th</sup> Floor, 1770 Burrard Street, Vancouver, BC, V6J 3G7**

Pour savoir comment vous pouvez soutenir The Fraser Institute, nous vous remercions de contacter le service Développement :

à Calgary

par téléphone au (403) 216 7175 ou appel gratuit au 1-866-716-7175  
par fax (403) 234-9010

à Montréal

par téléphone au (514) 281-9550, par fax au (514) 281-9464

à Toronto

par téléphone au (416) 363-6575, par fax au (416) 934-1639

à Vancouver

par téléphone au (604) 688-0221, poste 586, par fax au (604) 688-8539  
par mail : [development@fraserinstitute.ca](mailto:development@fraserinstitute.ca)

à Tampa

par téléphone au (813) 961-6543, par fax au (636) 773-2152

## **Résumé**

Parmi les milliers d'études publiées par The Fraser Institute, celle de Patrick Basham, publiée en 2001, *La non sco : de l'extrême à un puissant courant* a connu une popularité et une longévité presque unique. En 2006, cinq ans après sa publication, le PDF de cette étude avait été téléchargé plus de 10 000 fois de notre site, en faisant l'étude la plus

fréquemment consultée. Plus fréquemment consultée encore que des bulletins scolaires ou que le calculateur, qui vous permet d'évaluer à partir de quelle date vous travaillez pour vous et non plus seulement pour payer vos charges sociales et vos impôts.

La seconde édition est basée sur l'original mais comporte de nouvelles recherches et données. Ce document étudie le phénomène de la non sco au Canada et aux Etats-Unis, sa réglementation, son histoire, sa croissance, les caractéristiques de ceux qui la pratiquent avant de conclure sur les effets académiques et sociaux de la non sco. Ce document démontre :

- que la popularité de la non sco continue à augmenter chez les parents, tant au Canada qu'aux Etats-Unis ;
- qu'il y a de bonnes raisons pour s'interroger devant des comparaisons trop faciles entre les résultats aux tests académiques entre les enfants non sco et les enfants scolarisés, puisque, pour d'autres raisons, il est difficile de s'assurer de conditions de tests ou de niveaux comparables entre les étudiants. Toutefois, le nombre d'élèves et d'études comparant les deux groupes continue à augmenter, étayant les études plus anciennes ;
- de nombreuses études, canadiennes, américaines et internationales, ont montré que les résultats des étudiants non sco sont supérieurs à ceux des étudiants scolarisés, aussi bien dans des écoles publiques que privées. Une étude américaine a montré que les étudiants non sco et scolarisés dans le privé atteignaient des niveaux comparables et que, dans les deux cas, ils gardaient une forte avance sur ceux scolarisés en établissements publics .
- Les enfants non sco ne retirent aucun avantage significatif d'avoir l'un ou les deux parents, enseignants ;
- Etonnamment, plusieurs études ont montré que la non sco pouvait aider à éliminer de potentiels effets négatifs de certains facteurs socio-économiques. Même si les enfants dont les parents sont diplômés de l'enseignement supérieur réussissent mieux que les autres non sco aux tests académiques, la non sco apparaît comme un facteur d'atténuation des effets préjudiciables d'un bas niveau d'instruction des parents. Ce qui fait que les écoles publiques semblent dispenser aux enfants une instruction encore plus médiocre que celle que de médiocres parents dispenseraient eux-mêmes. Une étude a montré que des enfants, enseignés à la maison par leur mère, qui n'avait pas terminé ses études secondaires réussissent au 55e centile, soit donc mieux que les élèves des écoles publiques de familles de niveau d'instruction comparable ;
- en dépit d'une croyance largement répandue selon laquelle les jeunes non sco ne sont pas bien socialisés, la **majorité** des recherches suggère le contraire. La moyenne des non sco canadiens sont régulièrement engagés dans huit activités sociales en-dehors de leur foyer. Les non sco canadiens regardent moins la télévision que les autres enfants et un chercheur a montré qu'ils manifestent significativement moins de problèmes que les enfants scolarisés en école publique, lorsqu'ils sont observés jouant librement ;
- quoique les effets à long terme de la non sco soient moins étudiés, les conclusions sur le devenir des jeunes adultes non sco, tant au Canada, qu'aux Etats-Unis, sont encourageantes. Les jeunes non sco canadiens témoignent d'un score de satisfaction de vie bien supérieur à celui de leurs pairs scolarisés en écoles publiques. Des études

américaines ont mis en évidence de nombreuses données sur les bénéfices non académiques de la non sco ;

– l'utilisation largement répandue d'Internet a aidé au développement de contacts sociaux et de ressources pédagogiques pour les familles non sco ;

– les familles non sco interrogées dans cette étude ont dépensé moins de 4 000 \$ US par an par foyer pour la non sco, quoique ce montant ne comptabilise pas la valeur du temps donné par les parents. Aux Etats-Unis, les chiffres les plus récents font état d'une dépense par enfant de 9 644 \$ dans les écoles publiques.

## Introduction

Durant les 25 dernières années, la familiarité du grand public envers la non sco a évolué d'un niveau de quasi complète ignorance à une conscience largement répandue de ce phénomène. Cette évolution a été stimulée par l'intérêt croissant des médias pour la non sco.

Des articles mettant la non sco en vedette ont fait la couverture ou ont couverts les pages de nombreuses publications nationales (voir Wallace, 1982 ; Feinstein, 1986 ; Stecklow, 1994, ; Maushard, 1996 ; Benning, 1997 ; Eisler et Dwyer, 1997 ; Kantrowitz et Wingert, 1998 ; Kay, 2001 ; Cloud et Morse, 2001 ; *Wall Street Journal*, 2002 ; *USA Today*, 2003 et 2005 ; Saulny, 2006 ; tout comme *Maclean's*, *Newsweek*, *The National Post*, *The New York Times*, *Wall Street Journal*, *Time* et *USA Today* pendant que des programmes<sup>1</sup> de radio et de télévision nationales mettaient également la non sco sous les feux de la rampe. Par conséquent, la croissance de la non sco n'a pas échappé à l'attention des politiques, tant au Canada qu'aux Etats-Unis. Le 16 septembre 1999, le Sénat américain a voté une résolution désignant la semaine du 19 au 25 septembre 1999 : « La semaine nationale de la non sco ».

La non sco rencontre de plus en plus l'adhésion populaire, au moins aux USA. En 1985, un sondage montrait que seulement 16 % des familles pensaient que la non sco était une bonne chose, tandis qu'en 2001, ces chiffres étaient montés à 41 % . (Orse et Gallup, 2001, p 46).

De même, des chercheurs universitaires et des analystes politiques montrent davantage qu'un intérêt passager pour la non sco (Ray, 1994, Ray 2003, Van Pelt, 2003). En juin 2000 par exemple, le *Peabody Journal of Education* consacra un numéro de 300 pages au seul thème de la non sco. (Mc Dowell et Ray, 2000). Une telle attention, émanant tout autant des milieux populaires, politiques et universitaires, reflète la réalité, que Patricia Lines, précédemment analyste senior au Département américain de l'Education, et maintenant professeur au Discovery Institute, définit ainsi : les parents non sco sont en train « de réinventer l'idée d'école ». (citée par Kantrowitz et Wingert, 1998, p 67).

Dans la mesure où cet intérêt croissant voisine avec une compréhension encore médiocre de la pratique d'instruction privée, nous nous efforçons, dans ce document, de poser une série d'importantes questions, parmi lesquelles :

- Qu'est-ce que la non sco ?

---

1 Par exemple, la série documentaire en trois parties de la radio publique nationale (National Public Radio : *Homeschooling 101: Why We Do It* (Pourquoi nous le faisons)

- Comment le gouvernement réglemente-t-il la non sco ?
- Quelle est l'histoire de la non sco en Amérique du Nord ?
- Combien d'enfants sont non sco ?
- Quelles sont les caractéristiques socio-démographiques des familles non sco ?
- Quels sont les résultats scolaires des enfants non sco ?
- Que sait-on de la socialisation des enfants non sco ?
- Et quelles sont les implications politiques et publiques de cette expérience d'instruction privée ?

## La réglementation et l'histoire de la non sco

Longtemps considérée comme une question d'ordre privé en Amérique du Nord, l'éducation n'est même pas mentionnée dans la constitution américaine et le gouvernement fédéral canadien ne s'en mêle pas. Dans ces deux pays, l'éducation relève de la gouvernance des Etats ou des Provinces. Par conséquent, l'attitude envers la non sco est très divergente, d'un Etat à un autre et d'une Province à une autre. (Kay, 2001, Hepburn et Van Belle, 2003).

### La réglementation canadienne

Selon les statistiques canadiennes, on parle de non sco lorsqu'un enfant reçoit son instruction plutôt à la maison que dans une école publique, privée ou d'un tout autre type. Les parents, ou les personnes qui en ont la charge, assument la responsabilité de l'instruction de leur enfant et mettent en place leur propre programme en utilisant les supports éducatifs physiques et virtuels qu'ils estiment adéquats. (Luffman, 1998). Ils peuvent également inscrire leur enfant dans certaines classes ou à des activités extrascolaires proposées par des institutions privées ou publiques (physiques ou virtuelles). Ils préfèrent organiser et s'occuper personnellement de l'essentiel de l'instruction de leurs enfants au lieu d'en déléguer la responsabilité à un seul pourvoyeur d'instruction. Les ressources d'éducation de notre société sont en pleine croissance (publiques et privées, ressources communautaires et virtuelles, formelles et informelles) et les familles non sco en tirent partie.

La non sco est légale dans les 10 provinces canadiennes (voir Statistics Canada, 1997, pour un examen détaillé par province de la réglementation de la non sco). Néanmoins, chaque province a ses principes spécifiques pour encadrer la non sco. La plupart requièrent que les parents non sco observent le Code de l'Education (ou de l'Ecole) en vigueur dans leur province<sup>2</sup>. En principe, cela signifie que le gouvernement provincial insiste uniquement sur le fait que l'enfant non sco reçoive une instruction « satisfaisante » dans son environnement familial. Dans la plupart des provinces, les parents doivent faire enregistrer leurs enfants non sco à l'école de leur secteur ou au service « Education » de leur ville. Trois provinces (l'Alberta, le Newfoundland et le Saskatchewan) demandent aux parents de se soumettre à un examen avant d'être autorisés à instruire à la maison. (Hepburn et Van Belle, 2003, p 6). « 11 % des familles non sco canadiennes ont des problèmes avec le service Education de leur ville, le ministère de l'Education ou les services sociaux à cause de la non sco, dans laquelle ces organismes essaient d'interférer (Van Pelt, 2003, p 6) » L'Alberta paye les dépenses non sco jusqu'à concurrence de 16 % du coût de celles des élèves de l'enseignement public (Hepburn et Van Belt, 2003, p 6). En Colombie Britannique,

2 Par exemple, le Code de l'Education de la Colombie Britannique de 1989 a donné aux parents le droit statutaire d'instruire leurs enfants à la maison sous réserve qu'ils « dispensent de l'instruction à chaque enfant d'âge scolaire ». En Ontario, le Code de l'Education stipule qu'un enfant n'est pas tenu de fréquenter l'école si il ou elle reçoit une « instruction satisfaisante à la maison ou ailleurs ».

le programme E-Bus contribue aux frais des non sco par des ordinateurs et du matériel informatique L'Alberta est la seule province à effectuer des tests. Huit provinces distribuent des guides sur les programmes aux parents non sco mais ces mêmes provinces ne demandent pas que ces programmes soient agréés par le gouvernement. Seuls l'Alberta, le Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest exigent que ces programmes soient officiellement approuvés. L'Alberta, le Manitoba, la Nouvelle Ecosse et le Saskatchewan demandent un rapport annuel de progression de l'enfant. Par ailleurs, aucune province ne requiert que les parents aient un diplôme d'enseignant.

### **La réglementation américaine**

Le gouvernement américain définit la non sco comme « l'instruction d'un enfant d'âge scolaire à la maison plutôt qu'à l'école ». (Lines, 1993, p 1) En 1980 la non sco était illégale dans 30 Etats. Elle n'est légale dans l'ensemble des 50 Etats que depuis 1993. Toutefois, des lois spécifiques à chaque Etat constituent un patchwork de réglementations.

Certains Etats ont une réglementation sévère, d'autres, intermédiaires, d'autres, plus modérée. Les Etats dont la réglementation est sévère, requièrent des parents qu'ils informent les autorités éducatives qu'ils souhaitent commencer la non sco, imposent un travail quotidien obligatoire, exigent que le programme suivi soit approuvé par l'Etat, mènent des visites périodiques à domicile et font passer des tests standard. Ils imposent également aux parents non sco d'avoir un diplôme d'enseignant, une exigence souvent appuyée par la législature de l'Etat, sous l'influence de l'Union des Professeurs, qui s'efforce ainsi de décourager la non sco. (Brandly, 1997) Les Etats à réglementation intermédiaire demandent aux parents d'envoyer une déclaration d'instruction en famille, de fournir des notes d'examen et/ou des évaluations professionnelles qui témoignent des progrès de l'élève. Les Etats à régulation modérée ne demandent aucun contact administratif aux parents. Par exemple, 41 Etats n'ont pas de standard académique minimum à opposer aux parents non sco<sup>3</sup>.

### **Histoire**

Tout au long de l'histoire, les sociétés ont instruit leurs enfants à la maison. (Gordon et Gordon, 1990, et Stevens, 2001). En fait, la non sco (qu'elle soit pratiquée par les parents ou des précepteurs privés) fut le principal mode d'instruction dans toute l'Amérique du Nord, jusqu'en 1870, date de la création d'un service obligatoire scolaire, de la formation professionnelle d'enseignants fusionnant en une instruction institutionnalisée dans un environnement physique que nous appelons aujourd'hui l'école. Parmi les non sco célèbres, nous avons par exemple, les Présidents George Washington, John Quincy Adams, Abraham Lincoln, Theodore Roosevelt, Woodrow Wilson et Franklin Delano Roosevelt. Parmi d'autres non sco américains ayant réussi, nous pouvons citer les juristes Patrick Henry, John Jay et John Marshall, l'inventeur Thomas Edison, le Général Robert E. Lee, l'activiste des Droits civiques Booker T. Washngton, l'écrivain Mark Twain et l'industriel Andrew Carnegie.

Quoique la non sco ait perduré, de façon assez limitée, après 1870, ce n'est pas avant les années 60 qu'elle a reçu une attention et un intérêt renouvelés des parents et des éducateurs. Les racines intellectuelles de ces deux courants opposés les plus évidents dans la non sco Nord-Américaine, remontent, pour l'un à toujours pour l'autre, seulement à la génération précédente <sup>4</sup>. Le premier courant est idéologique et classifiable en tant que

---

<sup>3</sup> L'évolution des relations réglementaires entre les parents non sco et le gouvernement a été récemment étudiée par Malkin, 2001

<sup>4</sup> Au Canada, la plupart des parents pratiquent la non sco pour des raisons religieuses ou pédagogiques (voir Smith, 1993)

« Droits chrétiens ». Son leader idéologique est Raymond Moore, ancien missionnaire. En 1969, Moore, alors analyste au ministère de l'Education américain, commença à faire des recherches sur l'institutionnalisation de l'instruction des enfants. Sa principale conclusion, que l'on peut retrouver dans différentes publications telles *Home Grown Kids* (Enfants « cultivés » à la maison) et *Home Spun School (Ecole faite maison)* est qu'on ne devrait pas instruire un enfant de façon formelle avant un âge allant de 8 à 12 ans.

Le second courant de la non sco est pédagogique et tient son origine théorique de la « Gauche libertaire » représentée par John Holt, venu à l'enseignement sur le tard. Pendant les années 60, John Holt préconisa la décentralisation de l'instruction et une plus grande autonomie des parents. (parfois connue comme « non sco laissez-faire ») et plus récemment renommée comme « unschooling »<sup>5</sup>. La thèse de Holt est que la non sco est la façon, la plus civilisée, d'instruire un enfant. Pour diffuser ses idées, Holt écrivit ses livres très controversés, *How Children Fail* (Comment les enfants échouent), et *Teach your Own* (Enseignez à votre guise). En 1977, il fonda un magazine non sco bi-mensuel *Growing without Schooling* (Grandir sans Ecole).

Quoique l'image contemporaine des parents non sco dépeigne un sous-groupe de la population homogène, profondément religieux, socialement conservateur, si l'on regarde en arrière, vers les années 60 et 70, la plupart des parents non sco étaient membres de la Contre-Culture de Gauche, principalement adeptes de la philosophie du New Age, hippies et exploitants agricoles.

Au milieu des années 80, toutefois, la plupart des parents non sco pouvaient être considérés comme appartenant au mouvement des Droits chrétiens. A la fin des années 90, 75 % des non sco américains étaient des chrétiens pratiquants. (Livni, 2000). Toutefois, il n'est pas prouvé qu'en terme de religiosité, la non sco, soit l'exclusivité des groupes chrétiens. En fait, « la croissance de la non sco pourrait s'étendre vers une plus large palette de... familles et de valeurs. »(Bielick, Chandler et Broughman, 2001, p 4 ; Mc Dowell, Sanchez et Jones, 2000 ; Lines, 2000b, et Welner et Welner, 1999). Les Américains musulmans, par exemple, constituent le sous-groupe dont la croissance est la plus rapide dans le mouvement non sco. Actuellement, 58 % des familles non sco sont « fondamentalistes » quoique seulement 33 % citent la religion comme raison pour avoir opté pour la non sco. (Baumann, 2001, USDOE, 2005b)

## La croissance de la non sco

Au cours de ces 20 dernières années, la non sco a crû très rapidement au Canada et aux Etats-Unis. Au Canada, cela s'est fait « avec l'aide des groupes de soutien régionaux et des organisations nationales qui ont permis au mouvement non sco de prendre son élan. » (Luffman, 1998). Le nombre des enfants canadiens non sco a augmenté chaque année pendant cette période. En 1979, il n'y avait que 2 000 enfants canadiens non sco (données de Statistics Canada, citées par Wake, 2000).

En 1996, selon les ministres respectifs de l'Education des Provinces, le nombre des enfants non sco s'élevait à 17 523, soit 0,4 % du total des enfants inscrits – soit une augmentation

---

<sup>5</sup> Aux USA, approximativement 5 % des non sco suivent une démarche unschooling. Ils n'utilisent pas de programmes structurés, mais permettent à leurs enfants d'apprendre à leur guise, selon leurs centres d'intérêts. (voir Cloud et Morse, 2001, pp. 52-3)

de 776 % en 18 ans.<sup>6</sup> Néanmoins les associations canadiennes affirment que le nombre de non sco est bien plus important - entre 30 000 et 40 000 – soit environ 1 % du nombre total des élèves inscrits.<sup>7</sup> En 1997, les associations non sco affirmaient qu'environ 60 000 enfants étaient non sco au Canada. (Eisler et Dwyer, 1997, p 64). En 1999, il était estimé que plus de 80 000 enfants étaient instruits à domicile. Si ces données sont exactes, elles démontrent que le nombre des non sco a doublé en seulement quelques années. (Wake, 2000).

Aux Etats-Unis, des estimations variées laissent supposer que la non sco a augmenté, annuellement, dans une mesure comprise entre 11 et 40 % (Ray, 1994, Cloud et Morse, 2001 p 49). En 1985, il n'y avait que 50 000 enfants non sco aux Etats-Unis, en 1992, ils étaient 300 000 (Gutterson, 1993). A l'automne 1995, le Département américain de l'Education estimait le nombre d'enfant non sco entre 500 000 et 750 000 (Lines, 1997, p 4). En 1999, le Département américain de l'Education estimait que 850 000 enfants étaient instruits à domicile (Bielick, p 3)<sup>8</sup>. Les données les plus récentes du Ministère américain de l'Education (2005b ; données de 2003) évaluent leur nombre à 1,1 million. Néanmoins, selon la HSLDA – Home School Legal Defense Association, leur nombre est plus proche de deux millions ; et peut-être même supérieur à 2,1 millions (Ray, 2003). En se basant sur les plus modérés de ces chiffres, la non sco apparaît comme avoir crû de 7 % annuellement depuis 2002 (National Home Education Research Institute, page d'accueil du site web <http://www.neheri.org>)

Actuellement, les Etats-Unis comptent 55 millions d'élèves qui fréquentent 96 000 écoles publiques et 30 000 écoles privées (USDOE, 2006). Par conséquent, le nombre de non sco peut être se monter, au plus, à 3,8 % de la population d'âge scolaire. Dans 38 des 50 Etats, même les estimations les plus basses du Département de l'Education indiquent que le nombre de non sco est supérieur aux chiffres prévus en 2005 pour les inscriptions en écoles publiques, du jardin d'enfants à la fin des études secondaires. L'augmentation de la non sco se reflète aussi dans le fait que dorénavant, le Census Bureau américain inclut les questions relatives à la non sco dans ses études. Cette croissance a stimulé une demande significative de ressources pour ceux qui s'intéressent à la théorie et à la pratique de la non sco. Par conséquent, le magazine *Practical Home Schooling* (Non Sco Pratique) s'écoule régulièrement à plus de 100 000 exemplaires à chacune de ses parutions. Mary Pride a écrit *The Big Book of Home Learning* (Le Grand livre de l'instruction à domicile) qui a été vendu à 250 000 exemplaires. En septembre 2006, le site de vente de livres en ligne, *Amazon.com* présentait 1 646 titres en rapport avec la non sco dans son catalogue.

Pourquoi la non sco augmente t-elle si rapidement ? Quoique les parents instruisent leurs enfants à domicile pour plusieurs raisons, la principale en est l'insatisfaction envers certains aspects des écoles publiques. En plus des 33 % qui avancent l'absence d'instruction religieuse, 30 % trouvent que leurs écoles publiques proposent un enseignement médiocre, 14 % s'opposent au contenu de l'enseignement, 11 % pensent que leurs enfants ne sont

---

6 Ces chiffres excluent les non sco québécois car le Ministère de l'Education du Québec n'avait pas recensé de données sur la non sco

7 La contradiction entre ces chiffres n'est pas surprenante. La plupart des provinces n'incitent pas les non sco à se déclarer (ni ne les pénalisent s'ils ne le font pas) par conséquent, ce nombre n'est qu'une estimation et ne reflète pas rigoureusement leur nombre total. Les associations non sco peuvent avoir des contacts avec un grand nombre de ces familles, mais leur nombre est néanmoins difficile à déterminer.

8 En comparaison, selon la réforme de Centre pour l'Education (Center for Education), en 2005, « plus d'un million » d'enfants américains fréquentaient une école alternative (<http://www.edreform.com>) et 100 000 recevant des autorisations de transgression de la carte scolaire (Pratique héritée de la lutte contre la ségrégation, NdT) (communication personnelle avec la Fondation Friedman et estimation de ces transgressions établie d'après Merrifield 2001 et 2004)



pas stimulés à l'école et 9 % donnent des raisons morales (USDOE, 2005b).

Il apparaît clairement que « la non sco est...le premier indicateur d'une désaffection exponentielle envers le système d'éducation publique américain » (Kay, 2001). Comme le disait un jour un parent non sco américain, « tous les non sco ne sont pas des familles chrétiennes, républicaines, appartenant à la classe moyenne. La décision de pratiquer la non sco n'est pas seulement prise pour des raisons religieuses ou d'appartenance politique conservatrice. De nombreuses personnes prennent cette décision à cause des difficultés de notre système scolaire actuel (ou) parce que leurs enfants ont différentes manières d'apprendre » (Cleveland, 2001).

Au Canada, les résultats scolaires restent statiques et les statistiques décevantes, en dépit des sommes conséquentes investies pour chaque élève et des efforts prodigieux consentis par les gouvernements provinciaux pour augmenter le niveau. (voir *Why Canadian Education Isn't Improving*, (Pourquoi l'éducation canadienne ne s'améliore pas) Merrifield, Dare et Hepburn 2006). Des sondages ont, à plusieurs reprises, montré que moins de la moitié des Canadiens étaient satisfaits des écoles publiques. Des études canadiennes ont également montré que les non sco étaient aussi, dans une large mesure, insatisfaits des écoles publiques. De nombreux parents, parmi ceux interrogés lors d'une importante étude canadienne sur la non sco, exprimèrent leur désir de transmettre des valeurs précises à leurs enfants et d'adapter l'instruction de leurs enfants à leurs centres d'intérêts spécifiques ainsi qu'à leur manière d'apprendre (Van Pelt, 2003, P; 48 – 49).

Les efforts pour améliorer les performances du système ont mis en évidence des résultats mitigés : certains légèrement ascendants, d'autres indiquant une plus grande détérioration (Merrifield, Dare et Hepburn, 2006).

De même, le système américain des écoles publiques n'a répondu ni à l'augmentation des dépenses, ni à la pression politique. A vrai dire, malgré que cela ait été la principale question de politique intérieure de tous les gouverneurs et des deux candidats à l'élection présidentielle de 2000, et malgré, comme cela a été répété, les déclarations tonitruantes sur « l'urgence éducative »<sup>9</sup> et la « Nation en danger » (United States Commission on National Security, 2001 et National Commission on Excellence in Education, 1983) l'éducation américaine n'a pas réussi à s'améliorer (Merrifield, 2001).

Alors, quels sont les avantages spécifiques à la non sco perçus par les parents ? Les avantages les plus fréquemment cités, tant par les parents canadiens qu'américains, peuvent être résumés comme suit :

- la possibilité de communiquer des valeurs et des croyances différentes et spécifiques .
- des résultats académiques plus élevés grâce à une instruction personnalisée ;
- la possibilité de développer des relations parents – enfants plus proches et plus fortes ;
- la possibilité, pour les enfants, d'expérimenter des interactions de haute qualité avec leurs pairs et avec les adultes ;
- le manque de discipline dans les écoles publiques ;
- la possibilité d'éviter la pression : l'influence négative de leurs pairs (drogue, alcool et sexe prémarital) à travers des interactions sociales contrôlées et positives avec leurs pairs ;
- le coût des écoles privées ;

---

9 US Ass. Secretary of Education Eugene Hichkok cité dans Cato Policy Report (Cato Institute, 2001)

- un environnement physique sain pour étudier.

La première étude sur les familles non sco au Québec conclut aux mêmes motivations pour la non sco dans cet Etat. Elle montra que « ce ne sont pas des points de vue religieux, philosophiques ou contre l'Etat » qui dominent dans cette prise de décision, mais que la principale motivation des parents est « le désir de poursuivre un projet éducatif familial, une opposition à l'organisation structurelle du système scolaire, le désir d'offrir des programmes plus riches et la préoccupation envers le développement socio-affectif de leurs enfants » (Brabant, Bourdon et Jurras, 2003).

Une étude, basée sur de nombreuses sources de l'Ontario et du reste du Canada, a montré que plus la non sco se répandait, plus les non sco partageaient « une culture bourgeonnante de l'individualisme pédagogique » qui apprécie les initiatives éducatives adaptées au caractère unique de chaque enfant (Davies et Aurini, 2003).

Plus récemment, la question de la sécurité a largement généralisé l'intérêt pour la non sco (Krumbine, 2004). Ceci se reflète dans les deux données suivantes : par exemple qu'un élève sur quatre d'une école publique américaine a été victime de violence dans ou près de l'école (cité dans Richman, 1994, p 111) et que l'intérêt le plus marqué pour la sécurité à l'école a immédiatement suivi la fusillade du lycée Colombine, à Littleton, dans le Colorado, en avril 1999. (et par conséquent, des incidents similaires, tant au Canada qu'aux Etats-Unis, voir, par exemple, Sink, 1999). Dans un sondage de *Newsweek*, 63 % des adultes américains affirmaient comme très, ou assez probable qu'un tel incident – une fusillade – puisse se produire dans l'école de leur quartier.<sup>10</sup>

L'intérêt croissant pour la non sco est aussi grandement facilité par les nouvelles technologies, particulièrement la croissance d'Internet. L'accès de plus en plus répandu aux ordinateurs domestiques et à Internet a certainement servi de base à la rapide croissance de la non sco durant les vingt dernières années. Une expérience canadienne laisse supposer que : « des ordinateurs et des logiciels bon marché, un accès facile à Internet, la somme, en constante augmentation, de matériel éducatif disponible en ligne, encouragent davantage de parents à garder leurs enfants à la maison plutôt que de les envoyer à l'école » (Wake, 2000). En clair, « Internet relie tout spécialement les non sco... contrairement à l'idée de non sco isolé, le Net procure des contacts partout dans le monde » (Gooderham, 1996).

Le Ministère de l'Education de la Colombie Britannique subventionne l'accès et l'apprentissage d'Internet pour faciliter le travail de recherche des enfants. Depuis 1996, un programme, connu sous le nom de E-Bus a octroyé à chaque école, la somme d'environ 4 000 \$ par famille non sco intéressée, si bien que le conseil de l'école a pu, en retour, procurer à chacune de ces familles : un ordinateur, un CD-ROM, un accès à Internet, une sélection de logiciels et une assistance en ligne continue. En retour, les élèves non sco doivent démontrer qu'ils ont le même niveau que leurs pairs scolarisés et soumettre leurs devoirs à un instructeur en ligne, pour être classés. De même, en 1996, le gouvernement de l'Alberta a connecté des enfants non sco à des enseignants d'écoles publiques par Internet, fax et communications téléphoniques.

---

<sup>10</sup> Sondage mené les 21 et 22 avril 1999 et repris dans Bay, 1999, p 27.

## Les caractéristiques socio-démographiques des familles non sco

En général, parmi les non sco canadiens et américains se retrouvent deux types de familles : les idéologues et les pédagogues. Généralement, mais pas exclusivement, les idéologues sont des religieux conservateurs tandis que les pédagogues sont préoccupés par l'amélioration de l'environnement académique et social de leur enfant (Van Galen, 1991). De façon intéressante, une étude canadienne de 1990 montre que, quoique seulement 25 % des parents non sco n'affirment aucun engagement religieux ou spirituel, ceux qui reconnaissent une allégeance politique se divisent, à part égale, entre les trois principaux partis politiques (Priesnitz, 1990).<sup>11</sup>

Les parents non sco ont un niveau d'étude supérieur à la moyenne de la population. Parmi les parents américains non sco, 75 % ont étudié au-delà des études secondaires, à comparer au 56 % de la moyenne de la population (USDOE, 2005b, Tableau 3-1 ; US Census Bureau, 2006, HNC-O1).

Il n'est pas surprenant, vu les besoins en temps et en supports éducatifs, que les familles non sco soient presque toutes exclusivement des familles bi-parentales. L'étude de 2003 sur la non sco du National Center for Education Statistics a montré, que parmi ces familles, 81 % d'entre elles étaient composées des deux parents (USDOE, 2005b, tableau 3-1) à comparer aux seulement 66 % de familles américaines ayant des enfants (US Census Bureau, 2003). Une étude de janvier 2003 sur des foyers canadiens pratiquant la non sco a montré que 96,4 % d'entre eux étaient des familles composées des deux parents (Van Pelt, 2003, p 34). Au Canada, presque un tiers des mères non sco gagne un revenu et un bon tiers de ces femmes travaille plus de 15 h par semaine (Van Pelt, 2003, p 38). Par contraste, un rapport de 1997 a montré, qu'aux USA, 87,7 % des mères non sco n'exerçaient aucun travail en dehors de leur domicile (Ray, 1997,b). Une étude de 2001 n'a montré aucune différence notable, entre les revenus des foyers non sco et les foyers scolarisant leurs enfants. 64 % des foyers de chaque groupe avaient un revenu annuel de 50 000 \$ ou moins (Bielick et al. 2001, p 8).

Dans l'ensemble, 52 % des enfants américains non sco grandissent dans un foyer composé des deux parents et dans lequel seulement un des parents travaille à l'extérieur à comparer à 19 % pour les enfants scolarisés (Bielnick, et al., 2001, p 8). Tant au Canada qu'aux Etats-Unis, (Van Pelt, 2003, p 33) la taille moyenne d'une famille non sco est au-dessus de la moyenne. Aux Etats-Unis, 62 % des familles non sco ont trois enfants ou plus, à comparer aux 44 % de familles scolarisantes et ayant ce même nombre d'enfants ; tandis que 44 % de toutes les familles américaines ayant un enfant d'âge scolaire, ont seulement un ou deux enfants (USDOE, 2005,b ; tableau 3-1, US Census Bureau, 2003).

## Comment les enfants non sco réussissent-ils aux tests académiques ?

« Un enfant non sco reçoit une instruction plus diversifiée que celle que reçoit un enfant scolarisé dans une école classique. »

Isabel Lyman, Cato Institute

---

11 C'est-à-dire : the Progressive Conservatives (les Conservateurs progressistes), The Liberals (les Libéraux) et the New Democratic Party (le Nouveau parti démocrate) qui sont considérés comme les trois principaux partis politiques fédéraux

Les chercheurs étaient plutôt suspicieux envers l'idée généralisée de la réussite académique des élèves non sco. Ces familles ont souvent davantage le choix : quels tests passer, quand les passer et certains, parmi les enfants, ont la capacité de bien les réussir si leurs parents ont eux-mêmes reçu une bonne instruction. Ceci dit, il ressort, études après études, que les élèves non sco ont tendance à dépasser leurs pairs dans une variété de tests.<sup>12</sup>

En 1998, une vaste étude sur la non sco aux Etats-Unis a été menée, sous la direction du Professeur Lawrence Rudner, de l'Université du Maryland, par des experts en statistiques et en mesures. Cette étude a mesuré les résultats au Test de Compétences Basiques de l'Iowa de 20 760 élèves non sco, dans les 50 Etats (Rudner, 1999). Rudner a trouvé que « la note médiane des élèves non sco était bien supérieure à celle des élèves scolarisés dans des écoles publiques / privées pour la même classe d'âge ». La moyenne des notes des non sco en lecture était entre les 82e et 92e centiles et atteignait le 85e centile en maths. Dans toutes les matières, la note des non sco était comprise entre les 75e et les 85e centiles. Le taux de réussite des élèves de l'enseignement public était au 50e centile tandis que les élèves des écoles privées obtenaient une note qui allait des 65e au 75e centiles. Rudner en conclut que « les parents qui choisissent de s'engager dans l'instruction à domicile de leurs enfants sont capables de leur procurer un environnement éducatif très avantageux. »

Plus récemment, Clilve Belfield et Henry Levin ont comparé l'efficacité de la non sco avec d'autres formes d'instruction. Ils ont trouvé que la plupart des meilleures notes chez les non sco l'étaient en compétences verbales et non en maths, lors du passage du SAT (Test d'aptitudes standardisé, NdT) ... si il y a un effet mesurable (de grandeur indéterminée) de la non sco, il semble être plus important en compétences verbales qu'en maths » (Belfield et Levin, 2005, p 106). L'étude a montré que les avantages de la non sco par rapport à l'école privée étaient fortement réduits lorsque les chercheurs les mesuraient avec 21 variables indépendantes pouvant vraisemblablement affecter les résultats des élèves (pp 106 - 108) mais qu'un avantage important sur l'école publique demeurait. Le taux de réussite des élèves non sco était aussi bon que celui des élèves de l'enseignement privé au SAT mais ne les dépassait pas.

Il est intéressant de remarquer que le fait d'avoir au moins un parent enseignant diplômé ne semble avoir aucun effet sur le niveau de réussite des non sco. Le taux de réussite des élèves dont les parents avaient même un diplôme d'enseignement n'était que de trois points supérieur à ceux dont les parents n'en avaient pas – au 88e centile contre au 85e - d'un autre côté, les enfants de diplômés de l'enseignement supérieur réussissent, de façon significative, bien mieux que ceux dont les parents n'ont pas de diplôme.

Par ailleurs, sans se préoccuper si les mères ont un diplôme ou n'ont pas terminé leurs études secondaires, on observe que les enfants obtiennent un taux de réussite allant du 80e au 90e centile. Au contraire, à 13 ans, en maths, les élèves des écoles publiques dont les parents sont diplômés de l'université atteignent un taux de réussite au 63e centile alors que les enfants dont les parents ont moins que le niveau bac, ne réussissent qu'au 28e centile. Les enfants non sco, instruits à domicile par une mère qui n'a jamais terminé le lycée, atteignent un taux de réussite au 55e centile, supérieur à celui des enfants scolarisés en école publique dont les familles ont un niveau d'instruction comparable (Ray, 1997a). Ce qui confirme ce que dit Rudner : « Le médiocre résultat d'enfants non sco dont les parents

---

12 Pour l'intégralité du débat sur la difficulté à comparer les résultats aux tests des enfants non sco à ceux des enfants fréquentant l'institution scolaire, voir Belfield et Levin, 2005, pp 100 - 108

n'ont pas de diplôme universitaire est bien plus élevé que le résultat médiocre des élèves des écoles publiques. »

Presque un quart (24,5 %) des enfants non sco réussissent à un ou plusieurs niveau au-dessus de leurs pairs du même âge des écoles publiques et privées. Pendant les 4 premières années d'école, les non sco réussissent un niveau au-dessus de leurs pairs des écoles publiques et privées. A 13 ans, la moyenne des non sco réussit 4 niveaux au-dessus de la moyenne nationale (Ray, 1997a). Ceci peut être comparé avec le système des écoles publiques américaines dans lequel le système d'évolution des classes, appelé « Promotion sociale » se fait d'abord en fonction de l'âge et non des aptitudes.

La preuve empirique de tout cela démontre clairement que la non sco peut conduire à éliminer des effets potentiellement négatifs de certains facteurs liés à l'environnement social (voir aussi Mc Dowell et Ray, 2000). De bas revenus dans la famille, de faibles connaissances éducatives des parents, des parents sans formation patentée d'enseignant, la race ou l'origine ethnique des enfants, le sexe des enfants, ne pas avoir d'ordinateur à la maison, ne pas utiliser fréquemment des services publics (comme les bibliothèques publiques), le fait pour un enfant de commencer son instruction formelle relativement tard, le temps relativement faible consacré à des activités éducatives formelles et le fait qu'un enfant ait une importante (ou faible) fratrie, tout cela semble avoir moins d'influence sur la réussite académique des non sco que sur celle des enfants scolarisés dans l'enseignement public. Plus spécifiquement, dans la non sco, les connaissances éducatives des parents, le genre des enfants et les revenus de la famille peuvent avoir de plus faibles relations avec la réussite scolaire que dans les écoles publiques. (Ray, 1997a, chapitre 4).

Il existe moins de travaux de recherches canadiens à observer, mais les performances académiques des non sco canadiens semblent comparables à celles des non sco américains. Le Dr Brian D. Ray a trouvé que la moyenne du taux de réussite des non sco était au 80e centile en lecture, au 76e centile en langue et au 79e centile en mathématiques. La moyenne canadienne de tous les enfants scolarisés, dans l'enseignement public et le privé, est au 50e centile. L'étude de Ray montre aussi que les enfants dont les parents sont des professeurs diplômés n'obtiennent pas de meilleurs résultats que les autres enfants, ni que les revenus des parents ou le niveau d'instruction des parents n'a d'impact significatif sur le résultat des enfants (Ray, 1994). En 2003, une étude basée sur les résultats obtenus au Test de Réussite Canadien (Canadian Achievement Test – CAT3) montre que les élèves non sco « réussissent au-dessus de la norme canadienne correspondant à leur niveau » (Van Pelt, 2003 p 56). A 14 et 17 ans, aux niveaux 9 et 12, les enfants non sco ont atteint le médiocre score du 85e centile, du 84e centile et du 67e centile, respectivement en lecture, langue et mathématiques (p 59.)

La preuve internationale de la réussite académique des enfants non sco est également encourageante. Par exemple, une étude conduite, pendant trois ans, par des chercheurs de l'université anglaise de Durham a montré que les enfants non sco obtenaient des résultats notablement supérieurs à ceux de leurs pairs des écoles publiques en littérature et en mathématiques (Livni, 2000). Le fait que la non sco semble produire des résultats académiques élevés, quelque soit la localisation géographique et la loi en vigueur, a stimulé l'intérêt à travers le monde. Le Royaume Uni, l'Allemagne, Le Japon et la Suisse figurent parmi les nations développées dans lesquelles le mouvement non sco est en pleine croissance (Billups, 2000).

## Instruction de niveau plus élevé pour les non sco

Les établissements supérieurs qui accueillent bien volontiers des élèves non sco sont en augmentation. Selon la National Association for College and Admission Counseling des Etats-Unis, le pourcentage d'universités américaines, ayant mis en place une politique formelle d'évaluation des étudiants non sco est passé de 52 % en 2000 à 83 % en 2004 (Chandler, 2007). En l'absence de dossier scolaire, certaines universités américaines offrent aux postulants l'option de se soumettre à des tests standardisés, de présenter des lettres de recommandation et un portfolio de leurs travaux écrits. Si bien que de nombreux étudiants non sco passent le General Educational Development test, qui équivaut au diplôme de fin d'études secondaires, afin de démontrer leur progression académique aux 75 % d'universités américaines qui les acceptent. Ces dernières années, les étudiants non sco ont réussi leur admission et leur scolarité dans les plus prestigieuses universités. A la fin de la dernière décennie, plus de 700 établissements supérieurs à travers les Etats-Unis, parmi lesquels l'Université d'Harvard, l'Université de Yale, l'Université de Stanford, le MIT, l'Université Rice et la Citadel, ont admis des étudiants non sco (Leung, 2000). Le nombre total d'inscriptions dans ces établissements s'est accru. Par exemple, l'Université de Stanford a reçu 36 demandes d'admission d'étudiants non sco il y a 7 ans, mais leur nombre a grimpé à 104 cette année, tandis que l'Université William et Mary, en Virginie a vu une augmentation de 49 à 67 demandes durant ces deux dernières années (Chandler, 2007). Septembre 2007 a vu l'ouverture de l'Université Patrick Henry, en Virginie, la première université créée spécialement pour les non sco. (voir Cooper 2005 pour en savoir plus). Cette attitude bienveillante des institutions supérieures envers les non sco reconnaît qu'ils « apportent certaines compétences – la motivation, la curiosité, la capacité à être responsables de leur instruction – que les établissements secondaires ne suscitent pas vraiment (Jon Reider, Stanford University admission official, cité dans Clowes, 2000). D'après ce qui précède, les non sco sont devenus des recrues très recherchées par les forces armées (HSLDA, 2005b).

Au Nord, un nombre croissant d'universités et d'établissements secondaires acceptent les non sco. Ceci inclut l'Université de Toronto, la York University, la Dalhousie University, l'Université du Saskatchewan et l'Université St – Francis Xavier. Plusieurs de ces établissements supérieurs demandent de passer des tests standardisés, que ce soit un examen provincial ou le SAT, avant d'admettre l'étudiant.

## La socialisation des enfants non sco

Je n'ai jamais laissé l'école se mêler de mon instruction. Mark Twain

La conception erronée la plus largement répandue sur les non sco est peut-être celle selon laquelle ils ne sont pas correctement socialisés, qu'ils passent tout leur temps avec leur famille proche, à la maison, sans le bénéfice d'un large spectre d'influences. Quoiqu'il en soit, la majorité des recherches en sciences sociales réfute cette image d'enfance non sco étouffée par le manque d'interactions. Contrairement aux enfants scolarisés, l'enfant non sco typique participe à une grande variété d'activités extra-scolaires. En moyenne, un non sco est régulièrement engagé dans 8 activités sociales en dehors de son domicile (Van Pelt, 2003, p 90). Ceci inclut des programmes durant l'après-midi et le week-end avec des enfants scolarisés en écoles publiques (par exemple : sport, scoutisme, groupes religieux, danse, base-ball, jeux de voisinage, travail à temps partiel et volontariat) ainsi que du temps dans la journée, pour des visites culturelles et des programmes coopératifs avec des

groupes d'autres non sco (Mattox, 1999).

Ceci reflète, d'une part, le fait que les enfants non sco regardent beaucoup moins la télévision que leurs pairs scolarisés en école publique. En tout, 65 % des non sco regardent la télévision une heure ou moins par jour, à comparer aux 25 %, à l'échelle nationale, qui regardent la télévision pendant cette même durée. En moyenne, 40 % des Américains de niveau scolaire 4, donc âgés de 9 ans, regardent la télévision plus de trois heures par jour, mais parmi les enfants non sco, il n'y en a que 1,6 % qui consomment une quantité comparable de télévision (Rudner, 1999). L'étude canadienne de Van Pelt, en 2003, a montré que sur 1 648 foyers non sco, 75,8 % des enfants non sco regardaient la télévision moins de deux heures par jour en semaine. Plus d'un quart d'entre eux ne regardaient jamais la télévision (2003, p 6).

En 1992, le Professeur Larry Shyers évalua, si oui ou non, les enfants non sco souffraient d'un retard dans leur développement social. Dans son étude, il observa des enfants jouer librement et des interactions de groupe dans les activités. Syers trouva que les enfants scolarisés en écoles publiques présentaient, de façon significative, davantage de problèmes comportementaux que les non sco. Il est possible que ce soit dû au fait que le premier modèle comportemental des non sco est leurs parents, plutôt que leurs pairs. Shyers a aussi conclu qu'il n'y avait pas de différences significatives entre les non sco et les enfants scolarisés ni en terme de développement du concept de soi-même ni en affirmation de soi (Shyers, 1992).

Les résultats à long terme des enfants non sco suggèrent aussi le succès. Selon l'étude de Van Pelt, portant sur 1 648 foyers canadiens non sco, les non sco atteignent un taux de satisfaction de vie considérablement supérieur à celui de leurs pairs scolarisés en écoles publiques (2003, p 7). Des recherches américaines plus anciennes confirment ce que cette étude canadienne a mis en évidence. En commentant ces études en cours sur les effets à long terme de la non sco, le chercheur en politiques d'éducation, Gary Knowles a dit : « Je n'ai trouvé aucune preuve que ces adultes soient, même modérément, désavantagés. Les deux tiers d'entre eux sont mariés, ce qui correspond à la norme des adultes de leur âge, aucun n'est au chômage ou ne dépend d'un système d'aide sociale» (Knowles, 1999). Selon les recherches du Professeur Thomas C. Smedley dans les domaines des interactions personnelles et de la communication, les étudiants non sco sont plus matures et mieux socialisés que ne le sont ceux qui ont fréquenté des écoles publiques ou privées (Smedley, 1992). Les données collectées suggèrent également que les non sco nouent davantage des relations amicales que leurs pairs des écoles publiques de même qu'ils sont davantage indépendants que leurs pairs pendant qu'ils grandissent. L'étude du Professeur Raymond Moore a montré que les non sco étaient des enfants plus heureux, mieux adaptés, plus attentifs, compétents et sociables (Moore, 1986).

La liste des bénéfices de la non sco semble même excéder celle des avantages académiques et sociaux. Par exemple, le Professeur John Taylor (1986) a trouvé que les non sco ont, de façon significative, une meilleure estime d'eux-mêmes que les élèves des écoles publiques. Selon le Professeur Mona Delahooke (1986) les non sco sont moins dépendants de leurs pairs que les élèves des écoles privées et les non sco sont aussi bien adaptés, socialement et émotionnellement, que leurs camarades, du même âge, des écoles privées. La Professeur Linda Montgomery (1989) a trouvé que les étudiants non sco étaient, par comparaison avec ceux scolarisés en écoles privées (qui eux le sont déjà plus que ceux des écoles publiques) davantage impliqués dans des activités extérieures à l'école et hors enseignement, ce qui laisse présager un rôle de leadership à l'âge adulte.

La socialisation effective des enfants non sco (Van Pelt, 2003, p 90) est incommensurablement aidée par le fait que dans chaque province et dans chaque Etat existe au moins une association de non sco. En fait, 85 % des non sco, soit appartiennent à une association de non sco, soit envisagent d'y adhérer (Lyman, 2000). Il est important de noter que « les associations non sco offrent aux enfants la possibilité d'être en contact avec d'autres non sco, que ce soit via Internet, en groupes d'études ou en visites culturelles. Certaines associations non sco offrent des services d'échanges, comme une bibliothèque ou du sport, certaines mettent en place des équipes sportives et organisent des compétitions.(Raycroft, 2000). La plupart de ces associations diffusent une newsletter, des conseils concernant les programmes, de l'aide juridique et des possibilités de travailler en réseaux, sponsorisent des conférences et rédigent des annuaires de ressources pour les parents Certaines organisent même des cérémonies de remises de diplômes.

## Conclusion

La non sco, initialement, hors vue, est depuis les 36 années de son renouveau moderne, devenue le principal courant alternatif à la scolarisation institutionnelle, dans le privé comme dans le public, des enfants. Plus du tout monolithique, facilement accessible à tous, adaptable et répondant à sa sensibilité de ceux qui la pratiquent; la non sco est le prototype culturel, encore extrême, mais rapidement assimilable, de la réforme inévitable de l'éducation publique dans les prochaines décades. Elle existe déjà sous la forme des pousses vigoureuses que sont les programme de transgression de la carte scolaire et des écoles alternatives (Kay, 2001).

Ce document a montré que la non so est un mouvement pédagogique florissant, tant au Canada qu'aux Etats-Unis. Il a également démontré, de façon empirique, que les résultats académiques et en terme de socialisation, de la moyenne des enfants non sco, étaient supérieurs à la moyenne de ceux des enfants scolarisés dans l'enseignement public. Par conséquent, la montée de la non sco aura t-elle des implications dans les politiques éducatives en Amérique du Nord ?

Il est important, pour les législateurs, de lire et d'assimiler les conclusions de cette étude. LA chercheuse spécialisée sur la non sco, Ysabel Lyman a décrit l'expérience américaine, avec concision : « La non sco a produit des étudiants lettrés avec un minimum d'intervention de l'Etat pour une fraction du coût de n'importe quel programme gouvernemental. » (Lyman, 1998). L'examen des coûts américains respectifs – entre non sco et sco- offre une comparaison saisissante. Par exemple, même en incluant le coût des fournitures scolaires et des sorties culturelles, un ménage dépense moins de 4 000 \$ annuellement pour la non sco (Homefires, 2006). Ces dépenses peuvent profiter à plusieurs enfants mais elles n'incluent pas le coût de la perte de revenus quand un des parents quitte son travail pour pratiquer la non sco. Les écoles d'Etat ont dépensé en moyenne 9 644 \$ par élève (de avant le jardin d'enfants à la fin des études secondaires) pendant l'année scolaire 2002 – 2003 (USDOE, 2005a). Il est clair que les coûts directs des écoles publiques (administrées par chaque Etat) aux Etats-Unis sont bien plus élevés que ce que les familles non sco ont dépensé. Plus parlant, peut-être, la non sco produit un taux de réussite au 85e centile en moyenne aux tests alors que les écoles publiques n'atteignent, en moyenne, que le 50e centile. Les familles non sco canadiennes et américaines ne reçoivent que très peu de fonds publics. En Colombie Britannique, les écoles publiques et privées reçoivent une subvention gouvernementale pour chaque enfant non sco inscrit, mais dans la plupart des cas et selon la plupart des juridictions, les familles non sco ne dépendent pas des



ressources publiques basées sur les impôts. Les familles non sco pourraient faire épargner à leurs comparses contribuables des sommes d'argent significatives. Par exemple, selon une étude menée en Oregon, il y a plus de dix ans, les non sco avaient fait épargner plus de 31 millions de dollars annuels aux contribuables de cet Etat (Ray, 1993). Il a été dit que les non sco servent « de modèle de d'économies et d'efficacité » (Audain, 1987). De telles réalités suggèrent, tant au Canada qu'aux Etats-Unis, que les législateurs devraient considérer si oui ou non, les parents non sco, qui par leurs impôts subventionnent les écoles publiques, peuvent prétendre à une réduction de ces impôts ou à un autre type de reconnaissance de leur contribution.

De nombreuses juridictions ont largement dérégulé la non sco et « davantage de dérèglementation rendrait la charge des parents plus facile ». Lyman, 1998). Quoiqu'il en soit, une comparaison entre les résultats des non sco selon les juridictions américaines très régulées, moyennement régulées, peu régulées et non régulées ne montre aucune différence statistique. Ainsi, le degré de régulation gouvernementale n'a pas d'effet significatif sur les performances académiques des enfants non sco. Il a été prouvé que même si un Etat donné impose un degré de régulation élevé ou faible, la moyenne du taux de réussite des non sco se situe au 86e centile (Ray, 1997b).

Il semble qu'il pourrait y avoir une meilleure reconnaissance de cette réalité. D'ailleurs la communauté non sco américaine a gagné politiquement lorsque lorsqu'à l'issue d'un lobbying couronné de succès, le Congrès américain a abandonné son projet selon lequel les parents devaient obtenir un diplôme d'enseignant avant d'être autorisés à instruire leurs enfants. Selon le Professeur Chester E. Finn, du Hudson Institute, ce fut une impressionnante démonstration que « les Américains deviennent des consommateurs exigeant plutôt que de faire confiance, les yeux fermés, à un monopole d'Etat. Ils ont déclaré leur indépendance et pris leurs affaires en main » (Finn, cité dans Kantrowitz et Wingert, 1998, p 67). Une majorité du public est aussi consciente qu'une solution alternative pour se délivrer de l'instruction institutionnalisée peut être disponible..En 1998, par exemple, un sondage de *Newsweek* a montré que 59 % des Américains étaient d'accord avec le fait que les enfants non sco étaient, finalement, aussi bien instruits que ceux scolarisés dans les écoles publiques (Kantrowitz et Wingert, 1998).

La Déclaration des Droits de l'Homme des Nations Unies déclare que « Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants. » (Article 26 (3) ). Sil les législateurs canadiens et américains, souvent si enthousiastes pour observer les derniers décrets des organisations internationales susmentionnées, s'engageaient sérieusement selon l'esprit de cette déclaration universelle, les interférences gouvernementales dans la sphère de la non sco seraient limitées. Même si la non sco, n'est ni désirée ni possible pour toutes les familles, elle a prouvé par elle-même qu'elle consititue une alternative d'instruction relativement bon marché et efficace. A ce titre, elle mérite tant le respect des législateurs que davantage d'attention des chercheurs.

## Bibliographie

Archer, J. (1999). "Unexplored Territory." *Education Week* 19 (15) (December 8): 22-25.

Audain, T. (1987). "Home Education: The Third Option." *The Canadian School Executive* (April).

Bai, Matt (1999). "Anatomy of a Massacre." *Newsweek*(May 3).

Bauman, Kurt J. (2001). *Home Schooling in the United States:Trends and Characteristics*. Working Paper Series No. 53. Washington, DC: US Census Bureau, Population Division. Digital document available at <http://www.census.gov/population/www/documentation/twps0053.html> (accessed May 2, 2007).

Belfield, Clive R. and Henry M. Levin (2005). *Privatizing Education Choice: Consequences for Parents, Schools and Public Policy*. Boulder, CO: Paradigm Publishers.

Benning, Victoria (1997). "Home-Schooling's Mass Appeal." *The Washington Post* (January 20).

Bielick, S., K. Chandler, and S.P. Broughman (2001). *Homeschooling in the United States: 1999* (NCES 2001-033). Washington, DC: US Department of Education, National Center for Education Statistics.

Billups, Andrea (2000). "Home School Movement Goes Global." *The Washington Times* (September 19).

Brabant, Christine, Sylvain Bourdon, and Frank Jutras (2003). "Home Education in Quebec: Family First." In *Evaluation and Research in Education* 17 (2&3): 112-131. Digital document available at <http://www.multilingualmatters.net/erie/017/erie0170112.htm> .

Brandly, Mark (1997). "Home Schooling Leaps Into the Spotlight." *The Wall Street Journal* (June 9).

Cato Institute (2001). "National Education Testing: A Debate." *Cato Policy Report* (July/August).

Chandler, Michael Alison (2007). "Giving Proper Credit to Home-Schooled." *Washington Post* (June 11), p. B01.

Cleaveland, Elissa (2001). "Home Schoolers With Open Minds." *The Washington Post* (August 4).

Cloud, John and Jodie Morse (2001). "Is Home Schooling Good for America?" Cover Story. *Time* (August 27).

Clowes, George A. (2000). "Home-Educated Students Rack Up Honors." *School Reform News* (July).

Cook, Stephanie (1999). "Report Card on Home Schooling in US." *The Christian Science Monitor* (March 25).

Cooper, B., ed. (2005). *Home Schooling in Full View: A Reader*. Greenwich, CT: Information Age Publishing.

Davies, Scott and Janice Aurini (2003). "Homeschooling and Canadian Educational Politics: Rights, Politics and Pedagogical Individualism." In *Evaluation and Research in Education* 17 (2&3): 63-73. Digital document available

at <http://www.multilingual-matters.net/erie/017/erie0170063.htm>

Delahooke, Mona (1986). *Home Educated Children's Social/ Emotional Adjustment and Academic Achievements: A Comparative Study*. Unpublished doctoral dissertation. Los Angeles, CA: California School of Professional Psychology.

Eisler, Dale and Victor Dwyer (1997). "Domestic Lessons." *Maclean's* (September 1).

Evans, Dennis L. (2003). "Home is No Place for School." *USA Today* (September 3).

Farris, Michael (1997). "Solid Evidence to Support Home Schooling." *Wall Street Journal* (March 5).

Feinstein, Selwyn (1986). "Domestic Lessons/Shunning the Schools, More Parents Teach Their Kids at Home." *WallStreet Journal* (October 6).

Gallup, Alec M. and Stanley M. Elam (1988). "The 20th Annual Gallup Poll of the Public's Attitudes Toward the Public Schools." *Phi Delta Kappan* (September).

Gooderham, Mary (1996). "Web's a Winner for Home Schoolers." *Globe and Mail* (October 15).

Gordon, Edward E. and Elaine H. Gordon (1990). *Centuries of Tutoring: A History of Alternative Education in America and Western Europe*. New York: University Press of America.

Grubb, D. (1998). *Homeschooling: Who and Why?* Paper presented at the annual meeting of the Mid-South Educational Research Association. New Orleans (November 3-6)

Gutterson, David (1993). *Family Matters: Why Homeschooling Makes Sense*. New York: Harvest Books.

Hepburn, Claudia Rebanks (1999). *The Case for School Choice: Models from the United States, New Zealand, Denmark, and Sweden*. Critical Issues Bulletin. Vancouver: The Fraser Institute.

Hepburn, Claudia and Robert Van Belle (2003). *The Canadian Education Freedom Index*. Vancouver: The Fraser Institute.

Heuer, Steffan (2000). "Web puts the Home Back in Homework." *CNN.com* (September 19).

Holt, John (1981). *Teach Your Own*. New York: Delacorte.

Holt, John (1976). *Instead of Education: Ways to Help People Do Things Better*. New York: Dutton.

Holt, John (1964). *How Children Fail*. New York: Pitman.

Home School Legal Defense Association (2005a). "Homeschooling Under Fire in 2005 Legislative Sessions." HSLDA (February 8)

Home School Legal Defense Association. (2005b). "Homeschool Graduates Now

Considered 'Preferred Enlistees' in all Four Branches of the Armed Services." HSLDA (December 13). Digital document available at <http://www.hslda.org/docs/news/hslda/200512/200512130.asp>

Homefires (2006). *Readers' Survey: What It Costs To Homeschool*. Digital document available at <http://www.homefires.com/articles/costs.asp> (accessed September 25, 2006).

Kantrowitz, Barbara and Pat Wingert (1998). "Home Schooling—Learning At Home: Does It Pass The Test?" *Newsweek*. Cover Story (October 5).

Kay, Barbara (2001). "School's Out Forever." *The National Post* (August 15).

King, Lila (2004). "Put Your Feet Up, It's Time for School." *CNN* (August 13).

Knowles, J. Gary (1991). *Now We Are Adults: Attitudes, Beliefs, and Status of Adults Who Were Home-educated as Children*. Paper presented at the annual meeting of the American Educational Research Association. Chicago, April 3-7.

Krumbine, Marcy (2004). "There's No Place like Home." Homeschool Associates. Digital document available at [http://www.innovamultimedia.com/why\\_schl.html](http://www.innovamultimedia.com/why_schl.html)

Leung, Rebecca (2000). "Teach Your Children Well." *ABC News* (September 15).

Lines, Patricia M. (2000a). "When Home Schoolers Go to School: A Partnership Between Families and Schools." *Peabody Journal of Education* 75 (1-2): 159-86.

Lines, Patricia M. (2000b). "Homeschooling Comes of Age." *The Public Interest* 140 (Summer): 74-85.

Lines, Patricia M. (1999). *Homeschoolers: Estimating Numbers and Growth*. Washington, DC: US Department of Education, Office of Educational Research and Improvement. Digital document available at <http://www.ed.gov/offices/OERI/SAI/homeschool/homeschoolers.pdf>.

Lines, Patricia M. (1997). *Home Schooling: An Overview for Educational Policymakers*. Working Paper. United States Department of Education (January)

Lines, Patricia M. (1995). "Home Schooling." *ERIC Digest* 95 (April). No. EDO-EA-95-3.

Lines, Patricia M. (1993). *Home Schooling: Private Choices and Public Obligations*. US Department of Education, Office of Research

Livni, Ephrat (2000). "Keeping The Faith." *ABC News* (August 23).

Luffman, Jacqueline (1998). "When Parents Replace Teachers: The Home Schooling Option." *Canadian Social Trends* (Autumn). Statistics Canada cat. no.11-008-XPE. Ottawa: Statistics Canada.

Lyman, Isabel (2000). "Home Schooling and Histrionics." Cato Institute (May 31).

Lyman, Isabel (1998). *Home Schooling: Back to the Future?* Cato Institute Policy Analysis

no. 294 (January 7).

Malkin, Michelle (2001). "Home Schooling Under Siege." *Washington Times* (May 22).

Mattox, William Jr. (1999). "Hidden Virtues in Home Schooling Spur Growth." *USA Today* (Feb. 3).

Maushard, Mary (1996). "Parent Discontent Fuels Home Schooling." *Baltimore Sun* (April 25).

Mayberry, M., J.G. Knowles, B. Ray, and S. Marlow (1995). *Homeschooling: Parents as Educators*. Thousand Oaks, CA: Corwin Press.

Mayberry, M. (1991). *Conflict and Social Determinism: The Reprivatization of Education*. Paper presented at the American Educational Research Association meeting. Chicago, April 3-7.

McDowell, Susan A. and Brian D. Ray (2000). "The Home Education Movement in Context, Practice, and Theory." *Peabody Journal of Education* (June).

McDowell, Susan A., A.R. Sanchez, and S.S. Jones (2000). "Participation and Perception: Looking at Home Schooling through a Multicultural Lens." *Peabody Journal of Education* 75 (1&2): 124-46.

Merrifield, John (2004). "The Edgewood Voucher Program: Some Preliminary Findings," *Cato Journal* 23 (3): 447-462.

Merrifield, John (2001). Chapter 13 in *The School Choice Wars*. Lanham, MD: Scarecrow Press.

Merrifield, John, Malkin Dare, and Claudia R. Hepburn (2006). *Why Canadian Education Isn't Improving*. Studies in Education Policy (September). Vancouver: The Fraser Institute.

Montgomery, Linda (1989). "The Effect of Home Schooling on Leadership Skills of Home Schooled Students." *Home School Researcher* 5 (1).

Moore, R. (1986). "Research on Sociability." *The Parent Educator and Family Report* 4: 1.

National Commission on Excellence in Education (1983). *A Nation at Risk: The Imperative for Educational Reform*. Washington, DC: US Department of Education.

National Home Education Research Institute (2003). Web site at <http://www.nheri.org/> (accessed June 26, 2007).

National Public Radio (2001). *Homeschooling 101: Why We Do It*. Three-part documentary series (February 26-28). Digitally available at <http://www.npr.org/programs/atc/features/2001/feb/010226.cfoa.html>.

Priesnitz, Wendy (1990). *Home-Based Education in Canada: An Investigation and Profile*. Canadian Alliance of Home Schoolers (March).

Preiss, J. (1989). *Homeschooling: What's That?* Paper presented at the Mid-South Educational Research Association meeting. Little Rock, AR (Nov. 8-10).

Ray, Brian D. (2004). *Home Educated and Now Adults: Their Community and Civic Involvement, Views about Homeschooling, and Other Traits*. Salem, OR: National Home Education Research Institute.

Ray, Brian D. (2003). "Facts on Homeschooling." National Home Education Research Institute. Digital document available at [http://www.nheri.org/index.php?option=com\\_content&task=view&id=174&Itemid=51](http://www.nheri.org/index.php?option=com_content&task=view&id=174&Itemid=51) (accessed September 9, 2006).

Ray, Brian D. (1997a). *Strengths of Their Own—Home Schoolers Across America: Academic Achievement, Family Characteristics, and Longitudinal Traits*. Salem, OR: National Home Education Research Institute.

Ray, Brian D. (1997b). *Home Education across the United States*. Home School Legal Defense Association research study (March).

Ray, Brian D. (1994). *A Nationwide Study of Home Education in Canada: Family, Characteristics, Student Achievement and Other Topics*. Salem, OR: National Home Education Research Institute.

Raycroft, RuthAnn (2000). "Teach the Children at Home? Who—Me?" *Women Today* (September 18).

Rhodes, Tom (2000). "US Parents Switch to Home Schooling." *The Times* (September 10).

Richman, Howard B., William Girtten, and Jay Snyder (1992). "Math: What Works Well At Home." *Home School Researcher* 8 (2).

Richman, Sheldon (1994). *Separating State and School*. Fairfax, VA.: Future of Freedom Foundation.

Rose, L.C. and A.M. Gallup (2001). *The 33rd Annual Phi Delta Kappa/Gallup Poll of the Public's Attitudes Toward the Public Schools*. Digital document available at <http://www.pdkintl.org/kappn/kimages/kpoll83.pdf>.

Rudner, Lawrence M. (1999). "Scholastic Achievement and Demographic Characteristics of Home School Students in 1998." *Educational Policy Analysis Archives* 7 (8) (March 23). Digital document available at <http://epaa.asu.edu/epaa/v7n8/>.

Saulney, Susan (2006). "The Gilded Age of Homeschooling." *New York Times* (June 5).

Schargel, Franklin P. (1993). "Total Quality in Education." *Quality Progress* (October).

Shyers, Larry (1992). *Comparison of Social Adjustment Between Home and Traditionally Schooled Students*. PhD dissertation. University of Florida.

Sink, Mindy (1999). "Shootings Intensify Interest in Home Schooling." *New York Times* (August 11).

Smedley, Thomas C. (1992). *Socialization of Home Schooled Children: A Communication*

*Approach*. Unpublished Master of Science thesis. Radford, VA: Radford University.

Smith, D.S. (1993). *Parent-Generated Home Study in Canada: The National Outlook*. Westfield, NB: Francombe Place.

Statistics Canada (2005). "Adult Literacy and Life Skills Survey." Second International Survey, 2003. *The Daily* (May 11, 2005). Ottawa: Statistics Canada. Digital document available at [www.statcan.ca/Daily/English/050511/d050511b.htm](http://www.statcan.ca/Daily/English/050511/d050511b.htm).

Statistics Canada (1997). "A Profile of Home Schooling in Canada." *Education Quarterly Review* (Winter). Cat. no. 81-003-XPB. Ottawa: Statistics Canada.

Stecklow, Steve (1994). "Live and Learn: Fed Up with Schools, More Parents Turn to Teaching at Home." *Wall Street Journal* (May 10).

Stevens, Mitchell (2001). *Kingdom of Children*. Princeton, NJ: Princeton University Press.

Taylor, John (1986). *Self-Concept in Home Schooling Children*. Ann Arbor, MI: University Microfilms International.

*Time* (1994). "Home Sweet School." (October 31). *USA Today* (2005). "More Black Families Home Schooling" (December 11).

US Census Bureau (2006). *Current Population Survey, 2006 Annual Social and Economic Supplement* (March). Digital document available at [http://pubdb3.census.gov/macro/032006/hhinc/new01\\_001.htm](http://pubdb3.census.gov/macro/032006/hhinc/new01_001.htm)

US Census Bureau (2003). "P029: Family Type by Presence and Age of Related Children." *2003 American Community Survey Summary Tables*. Digital document available at [http://factfinder.census.gov/servlet/DTable?\\_bm=y&-geo\\_id=01000US&-ds\\_name=ACS\\_2003\\_EST\\_G00\\_&-\\_lang=en&-redoLog=false&-mt\\_name=ACS\\_2003\\_EST\\_G2000\\_P029&-format=&-CONTEXT=dt](http://factfinder.census.gov/servlet/DTable?_bm=y&-geo_id=01000US&-ds_name=ACS_2003_EST_G00_&-_lang=en&-redoLog=false&-mt_name=ACS_2003_EST_G2000_P029&-format=&-CONTEXT=dt)

US Commission on National Security/21st Century (2001). *Road Map for National Security: Imperative for Change—Phase III report*.

US Department of Education [USDOE] (1996). *Digest of Education Statistics, 1996*. Department of Education, National Center for Education Statistics.

US Department of Education [USDOE] (2006). "Chapter 2" in *Digest of Education Statistics, 2005* (NCES 2006-030).

US Department of Education, National Center for Education Statistics. Digital document available at <http://nces.ed.gov/programs/digest/> (accessed September 12, 2006)

US Department of Education [USDOE] (2005a). *Revenues and Expenditures for Public Elementary and Secondary Education: School year 2002-2003* (NCES 2005-353). US Department of Education, National Center for Education Statistics.

US Department of Education [USDOE] (2005b). *The Condition of Education 2005* (NCES

2005-094). US Department of Education, National Center for Education Statistics. Digital document available at <http://nces.ed.gov/fastfacts/display.asp?id=91>.

Van Galen, Jane A. (1991). "Ideologues and Pedagogues: Parents Who Teach Their Children at Home." In Jane Van Galen and Mary Anne Pittman, eds. *Home Schooling: Political, Historical, and Pedagogical Perspectives*. Norwood, NJ: Ablex.

Van Pelt, Deani (2003). *Home Education in Canada*. London, ON: Canadian Centre for Home Education.

Wake, Bev (2000). "Home Schooling Gets Top Marks." *Ottawa Citizen* (September 7).

*Wall Street Journal* (2002). "Home Improvement" (May 17).

Wallace, Nancy (1982). "Escape! Breaking Out of the School System." *Inquiry* (March 29).

*Washington Times* (2000a). "Home Schoolers No. 1 on College-Entrance Test" (August 22).

*Washington Times* (2000b). "College Feels Like Home" (August 15).

Welner, K.M. and K.G. Welner (1999). "Contextualizing Homeschooling Data: A Response to Rudner." *Education Policy Analysis Archives* 7 (13) (April 11). Digital document available at <http://epaa.asu.edu/epaa/v7n13.html>

.

## Présentation des auteurs

**Patrick Basham** est le Directeur Fondateur du Democracy Institute, de Washington, DC. Lors de la première édition de cette étude, Patrick Basham était Professeur invité au Center for Representative Government au Cato Institute à Washington, DC où il exerce toujours. Avant de rejoindre le Cato Institute, le Professeur Basham a été le Directeur du Centre des Affaires sociales de The Fraser Institute dans lequel il supervisait l'Institut de recherches sur les politiques d'éducation. Il a rédigé, co-rédigé et publié des livres, des études, des articles, des comptes-rendus sur divers sujets politiques, incluant la réforme de l'éducation, l'obésité, la légalisation de la drogue, les jeux, l'environnement, les impôts, la régulation du tabac, la sécurité sociale, de même que les dépenses de campagnes électorales, le marketing politique, les limites des mandats électoraux et la Troisième Voie (Parti politique au centre, NdT). Il est fréquemment invité par les médias et contribue aux pages « Opinion » de journaux nord-américains. Patrick Basham est diplômé – BA, MBA et Doctorat – en sciences politiques, respectivement des Universités de Carleton, Houston et Cambridge.

**Le Professeur John Merrifield** est membre de la Faculté d'Economie de l'Université du Texas à San Antonio, poste qu'il occupe depuis 1987 et exerce également à the Education Policy Institute. Il a publié *The School Choice Wars* (Les guerres du choix scolaire NdT), *School Choices* (Les Choix scolaires, NdT), *Parental Choice as an Education Reform Catalyst: Global Lessons* (Choix parental comme catalyseur face à la réforme à la réforme de l'éducation, Leçons globales, NdT), 37 articles et plusieurs chapitres dans des livres édités sur les thèmes de ses premiers champs d'enseignement et de recherches : l'économie de l'éducation, l'économie de l'environnement et des ressources naturelles, l'économie urbaine et régionale et les politiques publiques.



Le Professeur Merrifield a obtenu, en 1977, un BS en Management des Ressources naturelles de Cal Poly San Luis Obispo, un MA en Géographie économique de l'Université de l'Illinois en 1979 et un Doctorat en Economie de l'Université du Wyoming en 1984.

**Claudia R. Hepburn** est Directrice du Centre de Politique d'Education et Directrice du bureau de l'Ontario de The Fraser Institute. Elle est aussi la fondatrice de *Children First : School Choice Trust* (Les enfants d'abord : le premier fond privé canadien de choix éducatif) le premier fonds privé canadien de choix de programme éducatif. *Children First* permet actuellement à environ 1 200 enfants économiquement défavorisés de fréquenter 230 écoles privées hors contrat dans l'Ontario et permet à 50 enfants de fréquenter 16 écoles à Calgary. Elle est la co-auteure de nombreuses études en politique de l'éducation, parmi lesquelles *Why Canadian Education Isn't Improving* (2006) (Pourquoi l'éducation canadienne ne progresse-t-elle pas ?), *The Canadian Education Freedom Index* (2003) (L'index de la liberté d'instruction au Canada). Elle est l'éditrice de *Can the Market save our School* (2001) (Le marché peut-il sauver notre école ?) et l'auteure de *The Case of School Choice, Models from the United States, New Zealand, Denmark and Sweden* (1999) (Le cas du choix scolaire, Modèles des Etats-Unis, de la Nouvelle Zélande, du Danemark et de la Suède). Elle est fréquemment invitée par les médias pour commenter l'actualité de l'éducation et ses articles sont publiés dans le *Fraser Forum* et des journaux canadiens. Elle est titulaire d'un BA d'anglais d'Amherst College dans le Massachusetts et d'un MA et d'un BEd de l'Université de Toronto. Madame Hepburn a été reconnue, en 2006, comme l'une des 10 premières femmes les plus inspirantes grâce à leur travail, par le Women's Post.